

---

## Roberto Michels et le Référendum Cambadélis

---

En 1925, Robert Michels publiait la seconde édition de *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, dont une traduction complète vient tout juste d'être publiée en poche chez Gallimard<sup>1</sup>. Il y décrivait les « tendances oligarchiques de la vie des groupes », après la Première Guerre Mondiale et l'éclatement des partis ouvriers qui a accompagné la révolution bolchévique de 1917. L'intérêt de l'ouvrage réside avant tout dans l'analyse minutieuse des techniques d'organisation des « mouvements ouvriers de masse » suite à leurs succès syndicaux, puis électoraux, et au travers de figures comme Lassalle, Jules Guesde, Jean Jaurès ou Karl Liebknecht. L'auteur y critique l'aveuglement des partis ouvriers en pleine ascension, qu'ils soient socio-démocrates ou bolchéviques, face aux tendances oligarchiques de toute organisation de masse ayant à sa tête une élite de dirigeants professionnels rompus à l'art de la « suggestion des masses ».

Ses travaux sur les conditions matérielles de ces organisations méritent toute notre attention, à l'heure où la social-démocratie connaît d'importantes remises en question ou réformes de ses modes d'organisation, un peu partout en Europe – que l'on songe à *Podemos* en Espagne, à *Syriza* en Grèce, au renouveau du *Labour* britannique sous la houlette de Jeremy Corbyn. Ce que Michels analysait, c'était l'écart croissant entre la dimension verticale des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier et l'horizontalité revendiquée par les mouvements sociaux qui en furent à l'origine. L'augmentation rapide du nombre des adhérents aurait entraîné mécaniquement, au début du siècle dernier, l'arrivée au pouvoir d'un petit nombre de cadres du parti souscrivant, consciemment ou inconsciemment, à l'adage : « *the few always dominate* » (le petit nombre domine toujours). Le livre de Roberto Michels offre donc un cliché saisissant de l'état des partis de masse à un point de bascule historique pour une Europe divisée par le parlementarisme triomphant, le socialisme révolutionnaire et le fascisme balbutiant des lendemains de la Première Guerre Mondiale. Bien qu'elles soient imprégnées de références à des théories psychologiques ou sociales largement remises en question depuis lors – notamment la notion de suggestion développée par Gustave Lebon ou celle de charisme développée par Max Weber – ses analyses démontent les mécanismes qui ont rendu possible le détournement du mouvement ouvrier

---

<sup>1</sup> *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, éd. et trad. de l'allemand par Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard, coll. Folio Essai, 2015. Cette tribune est une version remaniée du texte publié sur le site des « Chantiers d'espoir » : <https://chantiersdu13.wordpress.com/2015/10/18/le-referendum-cambadelis-ou-les-tendances-oligarchiques-de-la-social-democratie-2-0/>

vers des fins qui lui étaient radicalement opposées : la domination et l'exploitation des « masses » par une élite dirigeante.

On notera un passage polémique dans l'introduction, sur la distinction entre les concepts de *révolution* et de *contre-révolution*, qui montre l'existence de points de confluence entre d'un côté les révolutions françaises de 1789, 1830, 1848, le mouvement de la *Commune* et les révolutions allemandes et autrichiennes, et, de l'autre, le putsch de Boulanger en France, des mouvements identifiés au nom de Kapp et de Hitler en Allemagne ou encore de la révolution réussie des *fascistes* en Italie en 1923, de l'autre côté (p. 41). Toute la différence entre ces deux types de mouvements, également animés par l'espoir de faire advenir une autre forme d'organisation sociale, réside justement dans leurs rapports aux tendances oligarchiques des organisations de masse, dont Roberto Michels s'efforce de mettre au jour les mécanismes à un moment où les forces révolutionnaires progressistes sont encore en mesure de l'emporter en Europe. Les forces révolutionnaires s'évertuent à contrecarrer ces tendances oligarchiques en informant les « masses » sur la réalité de ces mécanismes et en multipliant les dispositifs permettant d'en amoindrir les effets (extension du droit de suffrage, tirage au sort, etc.) ; les forces autoritaristes cherchent au contre à masquer ces mécanismes afin d'en intensifier les effets en plongeant ces mêmes « masses » dans le déni des tendances oligarchiques de toute organisation de « masse », ce qui passe par la mise en place de dispositifs privilégiant la verticalité du pouvoir (plébiscites, acclamations, etc.).

Michels mettait donc en garde les dirigeants des partis bolchéviques et socio-démocrates face aux menaces que faisaient peser leurs modes d'organisation sur leurs finalités premières. Il décortiquait les mécanismes de subversion, subtils et parfois inconscients, qui mirent les techniques des partis ouvriers révolutionnaires au service des partis contre-révolutionnaires – la réutilisation de la technique du porte-à-porte dans les campagnes politiques contemporaines relève peut-être du même phénomène de subversion. Le cas d'Hitler était typique de cet art de la subversion. N'a-t-il pas lui-même utilisé, pour les subvertir, les techniques politiques des mouvements ouvriers du début du XX<sup>e</sup> siècle ? Et Michels de nous expliquer comment les grandes tavernes furent d'abord mises à contribution par le mouvement ouvrier allemand pour des rassemblements politiques. La brasserie Keller de Munich, par exemple, pouvait accueillir 1800 personnes et s'y tenait avant-guerre toute sorte de réunions politiques, avant qu'elle ne devienne le lieu de réunion favori des nationaux-socialistes, qui y firent démarrer leur tentative de putsch en 1923. La social-démocratie, pour avoir entretenu l'illusion d'une démocratie directe, garantie par l'adhésion au parti, l'élection présidentielle au suffrage universel direct ou le référendum, consacrés dans la République de Weimar, n'aurait donc pas été en mesure de contrecarrer les puissantes tendances oligarchiques inhérentes à toute organisation de masse. Pour n'avoir pas su anticiper les tendances oligarchiques des mécanismes sur lequel elle faisait reposer son avènement politique, la social-démocratie aurait été incapable de surmonter la contradiction entre ses finalités et les moyens d'y parvenir dans une société de masse. Et le sociologue de faire l'autopsie par anticipation de la social-

démocratie : « Des masses souveraines sont incapables de prendre d'elles-mêmes par une voie directe les décisions même les plus nécessaires. L'impuissance de la démocratie procède d'abord – comme la puissance de la démocratie indirecte – du nombre. [...] La tenue régulière d'assemblées délibératives de 1 000 membres se heurterait déjà aux plus grandes difficultés en termes d'espace à trouver, d'éloignement, etc., la tenue de telles assemblées avec 10 000 membres est une chose tout bonnement impossible. Même en présupposant par l'imagination des moyens de communication bien développés (...), comment pourrait-on réunir dans un tel endroit de telles masses humaines à un moment déterminé et avec la fréquence que la cause réclame ? » (p. 77-78) Son livre pouvait donc se lire comme un avertissement, de ce qui se tramait en Europe, et de ce que rencontrerait toute organisation socio-démocrate soucieuse d'entraîner les « masses » avec elle : le décalage permanent, et quasiment insurmontable selon lui, entre l'idéologie manifeste d'une organisation sociale et sa réalité politique.

L'arrivée d'Internet, si elle favorise effectivement le développement de moyens horizontaux de communication, remet-elle pour autant en cause le diagnostic de Roberto Michels sur la possibilité d'une démocratie directe à grande échelle ? Pour répondre à cette question cruciale pour l'intelligence des phénomènes politiques de notre temps, il convient de se pencher sur le cas du référendum organisé par le premier secrétaire du Parti Socialiste français, Jean-Christophe Cambadélis, les 17 et 18 octobre 2015, pour consulter les sympathisants socialistes sur l'opportunité d'une large union de la gauche et des écologistes aux élections régionales. Face à des difficultés grandissantes pour mobiliser massivement les adhérents des partis traditionnels, de nombreux mouvements politiques se sont essayé depuis quelques années à utiliser Internet pour favoriser des modes horizontaux de partage du pouvoir. Que l'on songe à Podemos en Espagne, avec des systèmes de votation en ligne, ou à la rénovation du parti démocrate américain en 2008 par le biais de Facebook, les outils de l'Internet ont ravivé universellement l'espoir d'une démocratie « grandeur nature » et d'une « e-révolution citoyenne » dont les mouvements tunisiens et égyptiens de 2011 seraient les avant-gardes.

Dans ce contexte, les conditions matérielles du « référendum Cambadélis » garantissent-elles l'horizontalité requise pour faire revivre les idéaux originaires du mouvement ouvrier ? Citons une nouvelle fois Roberto Michels à propos de l'enfance de ce mouvement dans les syndicats ouvriers et agricoles d'Allemagne, de France ou d'Italie : « Au début, on essaie souvent de s'en sortir sans dirigeant. On ne connaît que des porte-parole temporaires, choisis pour des affaires déterminés et fermement circonscrites. Le délégué demeure pieds et poings liés à la volonté des masses et on lui permet aussi peu que possible de s'éloigner de la pure démocratie. » (p. 79-80) Ayant ces expériences syndicales en tête, peut-on raisonnablement penser que le référendum des 17 et 18 octobre permet à notre démocratie de partis de se ressourcer et de renouer avec des pratiques où le mot « mandat impératif » avait encore un sens politique ? On peut en douter à entendre les commentaires des « scrutateurs » qui ont accueilli les premiers votants à

Marseille le 17 octobre: « Ce n'est pas énorme [en terme de mobilisation], bien sûr, mais au-delà du vote, il y a le fait que les gens nous donnent spontanément leurs noms, leur numéro de téléphone et leur adresse électronique. » Une preuve, pour le journal *Le Monde*, du succès de l'entreprise... une remarque qui devrait déjà appeler à la vigilance. Autre motif d'inquiétude : l'ouverture d'un vote en ligne – avec des risques de fraudes massives, mal anticipés, et prévisibles quand les règles du jeu sont annoncées quelques jours seulement avant le référendum. Avant l'arrivée des géants de la surveillance de masse sur Internet, aux États-Unis et en Europe, une telle nouvelle aurait pu nous réjouir – comme ce fut le cas en 2007 avec l'adhésion au Parti Socialiste par un seul clic... à 20 euros. On aurait même pu célébrer le retour des « partis de masse » en ce week-end d'automne. Mais après les révélations de ces dernières années, ne peut-on raisonnablement pointer du doigt les dangers de collecter « massivement » des données personnelles, de façon centralisée et sans aucun contrôle citoyen ? Peut-on véritablement faire confiance à un parti politique qui a voté à une large majorité en juin dernier la loi sur le renseignement, qui octroie des pouvoirs démesurés aux services secrets français, sans autre contrôle que celui d'un juge administratif, dont une partie significative de la profession judiciaire remet en cause l'impartialité, notamment sur un sujet aussi sensible, en attaquant le gouvernement Valls devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme ? Enfin, pour en revenir au point en question, ne fallait-il pas plutôt organiser de véritables délibérations citoyennes sur les véritables enjeux de ces élections régionales, comme le font aujourd'hui les « Chantiers d'espoir » et d'autres mouvements citoyens, plutôt que de donner une dimension nationale à un scrutin dont les conséquences pour l'action politique locale mériteraient peut-être quelques explications préalables, d'autant plus que les conséquences d'une abstention massive pourrait s'avérer désastreuse pour l'avenir politique de ce pays, à défaut d'un travail lent et patient d'éveil citoyen, que toute la pédagogie virtuelle de Jean-Christophe Cambadélis ne saurait pallier. Sans dispositifs de partage des prises de parole politique (référendum d'initiatives populaires, forums ouverts, budget participatif, etc.), mais aussi sans éducation aux effets désormais prévisibles des outils traditionnels de la démocratie représentative (élections, sondages, référendums, etc.), les tendances oligarchiques des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pourraient bien dérouler le tapis rouge aux pires dérives de la subversion politique et transformer ainsi le « doux commerce » du *peer to peer* en suggestion coercitive « 2.0 », dont les mots-clés seraient « démocratie », « participation », voire même « citoyenneté numérique ».

En conclusion, j'ignore le coût de ce référendum pour le PS et ses associés, mais au regard du nombre de votants (25 000 officiellement en PACA), il aurait peut-être été plus opportun d'offrir un exemplaire de la *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* à chaque individu volontaire pour s'exprimer sur l'avenir de la social-démocratie. Au vu de la question posée par ce référendum, Roberto Michels serait peut-être un meilleur guide pour exercer son jugement sur l'avenir politique de la social-démocratie et sur les risques qu'elle encourt à l'ère du confusionnisme généralisé. Il apparaît en effet très utile d'en méditer les enseignements, pour

l'histoire longue des partis politiques, sans oublier d'en montrer les limites, avant de proposer aux citoyens des outils pour renouveler leurs modes d'organisation à l'ère de l'Internet, à condition bien sûr de vouloir mettre en œuvre réellement les idées susceptibles de transformer nos sociétés européennes en renouant avec l'esprit de coopération et d'horizontalité qui prévalait aux origines de la social-démocratie.

---

**Félix Blanc**

[fb.blanc@gmail.com](mailto:fb.blanc@gmail.com)

**Pour citer ce texte**

Félix BLANC, « Roberto Michels et le Référendum Cambadélis », *Site de l'AMEP*, novembre 2015, p. 1-5. URL : <http://etudespolitiques.org/wp/roberto-michels-cambadelis/>.

*NB : Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.*

---

---